



### 13<sup>ème</sup> législature

Question N° :  
69141

de M. Giraud Joël ( Socialiste, radical, citoyen et divers gauche -  
Hautes-Alpes )

Question  
écrite

Ministère interrogé > Sports

Ministère attributaire > Sports

Rubrique > sports

Tête d'analyse > natation

Analyse > enseignement et  
surveillance. effectifs de personnel

Question publiée au JO le : 19/01/2010 page : 510  
Réponse publiée au JO le : 30/03/2010 page : 3734

#### Texte de la question

M. Joël Giraud attire l'attention de Mme la secrétaire d'État chargée des sports sur le problème des noyades en piscines publiques et privées (piscines été-hiver, piscines municipales été, piscines de camping, piscines d'hôtels). Malgré l'opération "savoir nager", menée sur une centaine de sites seulement, à laquelle peu d'enfants ont pu participer et les campagnes de prévention comme celle de l'INPES, l'Institut de veille sanitaire fait état de 284 noyades en piscines d'accès payant depuis le 1er juin, dans son bilan intermédiaire du 31 août 2009 soit en 13 semaines près de 21 noyades par semaines. Ce sont avant tout les enfants qui en sont victimes. Une enquête menée sur des élèves à l'entrée en 6e a d'ailleurs démontré, à l'issue de tests, que près d'un enfant sur deux ne savait pas nager, dès lors que les élèves devaient réaliser des parcours sous l'eau. La noyade peut, même quand elle n'est pas suivie de décès, laisser de très lourdes séquelles. L'enjeu en matière de noyade est de limiter au maximum le temps d'immersion ; il faut intervenir dès les premières secondes et indiscutablement dans un délai inférieur à une minute, afin d'éviter une issue dramatique. C'est un véritable problème de sécurité publique. On constate également que 50 % des enfants ne peuvent pas apprendre à nager, faute d'enseignants-surveillants-sauveteurs. Très souvent les employeurs ne peuvent pas recruter des BEESAN-MNS par manque sur le marché du travail. Les syndicats professionnels des maîtres-nageurs sauveteurs alertent régulièrement les pouvoirs publics et les collectivités sur la politique à mener face à ce problème. Car, quel que soit leur professionnalisme, ils se heurtent au coût de la formation (18 300 ). Il convient d'adopter des mesures efficaces pour protéger les usagers des piscines avec du personnel capable de surveiller sauver enseigner. C'est pourquoi il souhaite savoir quelles mesures elle entend prendre pour qu'un grand nombre de Français puisse apprendre à nager dans les piscines publiques et privées.

#### Texte de la réponse

La lutte contre les risques de noyade a donné lieu régulièrement ces dernières années à l'amélioration de la réglementation applicable aux équipements et aux normes de sécurité, ainsi qu'à la mise en oeuvre de procédures de contrôle diligentées, sous l'autorité des préfets de département, par les différents services de l'État concernés. Les activités de natation et de baignade demeurent des activités saisonnières, dont le fort développement estival soulève des difficultés pour les gestionnaires de piscines et les communes pour s'assurer le concours de professionnels qualifiés conformément à la réglementation. Ce contexte ne laisse évidemment pas indifférents les pouvoirs publics. Des évolutions sont notamment envisagées et en cours s'agissant des prérogatives d'exercice des titulaires du brevet professionnel de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport, de la spécialité « activités aquatiques » ou BPJEPS AA appelé à succéder au brevet d'État d'éducateur sportif option « activités de la natation » ou BEESAN. Les titulaires du BPJEPS AA délivré par le ministère de la santé et des sports disposent d'une compétence restreinte en matière de surveillance et ils ne peuvent se prévaloir du titre ni des prérogatives de maître nageur sauveteur (MNS). Cependant, en vue de répondre à la pénurie de MNS et de renforcer l'employabilité des titulaires du BPJEPS AA, un projet d'arrêté devrait être publié prochainement, créant un certificat de spécialisation « sauvetage et sécurité en milieu aquatique » associé à ce diplôme et attestant les compétences dévolues aux MNS. Ce certificat sera soumis à une révision quinquennale. Ce projet d'arrêté porte également création d'une unité d'enseignement « sauvetage et sécurité en milieu aquatique » destinée à être intégrée au diplôme d'études universitaires en sciences et techniques « animation et

gestion des activités physiques, sportives ou culturelles », à la licence professionnelle « animation, gestion et organisation des activités physiques ou sportives » et à la licence générale « entraînement sportif », attestant également les compétences dévolues aux MNS et soumise pareillement à une révision quinquennale. Le nombre de MNS sera donc manifestement accru par l'arrivée sur le marché du travail de ces diplômés de l'université. Ainsi, les titulaires du BPJEPS AA ou des trois diplômes universitaires cités précédemment et du certificat de spécialisation ou de l'unité d'enseignement « sauvetage et sécurité en milieu aquatique » porteront le titre de MNS. Ils pourront assurer la surveillance et la sécurité des baignades ouvertes gratuitement au public, aménagées et autorisées, ainsi que dans les établissements de baignade d'accès payant. Ces travaux ont été menés en étroite collaboration avec la direction de la sécurité civile du ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales pour garantir une cohérence avec la rénovation du brevet national de sauvetage et de secourisme (BNSSA) actuellement menée par ce département ministériel.